

LOI N° 003/2002 DU 02 FEVRIER 2002 RELATIVE A L'ACTIVITE ET AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Source : Journal Officiel n°spécial mai 2002

Avis important aux usagers

Le présent document est mis en ligne afin de permettre une première approche rapide de l'information juridique au Congo.
Sa consultation ne doit en aucun cas être destinée à se substituer à celle publiée au Journal Officiel
de la République Démocratique du Congo

EXPOSE DES MOTIFS

La profession bancaire connaît, ces dernières années, de profondes mutations dues notamment à la mondialisation des activités financières, à l'interconnexion des marchés et à l'informatisation de plus en plus poussée de la gestion.

Ces mutations amplifient les risques traditionnels de la profession autant qu'elles en font naître de nouveaux, rendant ainsi nécessaire la mise en place des dispositifs adéquats d'encadrement axés sur le contrôle prudentiel plutôt que sur les vérifications sectorielles a posteriori.

Dans la mesure où la République Démocratique du Congo se lance dans de profondes réformes de sa gestion monétaire, cette nécessité se ressent avec d'autant plus d'acuité que le succès de celles-ci repose dans une large mesure sur la bonne santé du secteur financier en général et du système bancaire en particulier en tant que principal vecteur de la politique monétaire.

La mise en place de ces dispositifs passe par l'institution d'un cadre juridique adapté, appelé à remplacer l'Ordonnance-Loi n° 72-004 du 14 janvier 1972 relative à la protection de l'épargne et au contrôle des intermédiaires financiers, dite " Loi Bancaire ".

La présente Loi se propose de définir un cadre unique couvrant l'ensemble des activités du secteur financier dont certaines échappent aux dispositions de l'Ordonnance-Loi n°72-004 du 14 janvier 1972 précitée.

Le présent exposé des motifs explicite les nouvelles dispositions apportées par la nouvelle loi.

TITRE PREMIER : CHAMP D'APPLICATION ET GENERALITES

Le champ d'application de l'Ordonnance-Loi n° 72-004 du 14 janvier 1972 ne couvre que partiellement les activités des entreprises du secteur financier_ de sorte qu'une partie importante de celles-ci échappent à la réglementation et au contrôle de l'autorité monétaire.

LAW N ° 003/2002 2 February 2002 CONCERNING THE LAW N ° 003/2002 2 February 2002 CONCERNING THE LAW N ° 003/2002 2 February 2002 CONCERNING THE LAW N ° 003/2002 OF February 2, 2002 ON THE ACTIVITY AND THE CONTROL OF THE ACTIVITY AND THE CONTROL OF THE ACTIVITY AND THE CONTROL OF THE ACTIVITY AND THE CONTROL OF CREDIT establishm establishm ARY ARY ARY establishm CREDIT CREDIT CREDIT establishm ENTS

Source: Official Journal Special May 2002 Important Notice to Users This document is posted to allow a first rapid approach of legal information in the Congo.

The consultation must in no case be intended to replace the one published in the Official Gazette of the Democratic Republic of the Congo

EXPLANATORY MEMORANDUM

The banking industry knows, in recent years, profound changes due in particular to the globalization of financial activities, interconnection of markets and the computerization of increasingly advanced management.

These mutations amplify risks traditional profession provided that they give rise to new, making it necessary to put in place adequate supervisory systems focus on prudential supervision, rather than sectoral post-audits.

Since the Democratic Republic of Congo embarks on major reforms of its monetary management, this need is felt all the more acutely than the success of the latter depends largely on the health of the financial sector in general and banking in particular as the main vector of monetary policy.

The introduction of these devices requires the establishment of an appropriate legal framework, to replace the Ordinance-Law No. 72-004 of 14 January 1972 on the protection savings and control of financial intermediaries, called "Banking Act."

This Act proposes to define a single framework covering all the activities of the financial sector, some of which are beyond the provisions of Ordinance-Law No. 72 -004 of 14 January 1972 aforesaidTITLE:..

This Explanatory Memorandum sets the new provisions introduced by the new law

BACKGROUND AND SCOPE

The scope of the Ordinance-Law No. 72-004 of 14 January 1972 only partially covers the activities financier_ sector companies so that a large part of them are outside the regulation and control of the monetary authority.

La présente Loi présente l'avantage de couvrir toutes les entreprises du secteur financier et les définit à partir de leur fonction économique qui est la réalisation d'opérations de banque.

Les opérations de banque sont subdivisées en trois catégories distinctes, à savoir : la réception des fonds du public, les opérations de crédit ainsi que les opérations de paiement et la gestion des moyens de paiement.

Les opérations connexes sont énumérées de façon non exhaustive à l'article 9.

La nouvelle "Loi Bancaire" regroupe, sous le vocable nouveau d'Etablissement de Crédit, les entreprises limitativement identifiées ci-après :

- 1. les banques;*
- 2. les coopératives d'épargne et crédit;*
- 3. les caisses d'épargne;*
- 4. les institutions financières spécialisées ;*
- 5. les sociétés financières.*

L'élargissement du champ d'application de la nouvelle loi est inspiré par un souci d'universalité et n'affecte ni la diversité du système financier national, ni les particularités de chaque catégorie d'Etablissements de Crédit, qui sont régies par des dispositions spécifiques.

Ce souci transparaît à travers les articles 2 et 3.

TITRE DEUXIEME : AGREMENT, PROTECTION ET RETRAIT D'AGREMENT DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce titre comprend trois chapitres qui traitent successivement de l'agrément, de la protection et du retrait d'agrément des Etablissements de Crédit.

1. AGREMENT

Les Etablissements de Crédit sont tenus, avant d'exercer leur activité sur le territoire national, d'obtenir l'agrément de la Banque Centrale (article 10).

L'obtention de l'agrément est subordonnée à certaines conditions de fond dont l'existence et la réunion sont contrôlées par la Banque Centrale lors de l'instruction de la demande d'agrément. Ces conditions sont d'ordre juridique et économique.

a. Conditions d'ordre juridique

Les conditions d'ordre juridique sont au nombre de trois :

- l'Etablissement de Crédit doit être une personne morale. Sauf pour les banques qui doivent être, en principe, constituées sous la forme de société*

This Act has the advantage of covering all companies . Financial Sector and sets from their economic function is to provide banking

banking operations are divided into three distinct categories, namely: receiving funds from the public, credit operations and the payment transactions and managing means of payment.

The related operations are listed non-exhaustively in Article 9.

The new "Banking Law" gathers under the new term of Credit Institution, the limited companies identified below : 1. banks; 2. cooperative savings and credit; 3. Savings Banks; 4. specialized financial institutions; 5. financial companies.

Extending the scope of the new law was inspired by a desire for universality and does not affect the diversity of the national financial system or the particularities of each category of Credit Institutions, . which are governed by specific provisions

This concern is reflected through the articles 2 and 3.

SECOND TITLE: APPROVAL PROTECTION AND WITHDRAWAL OF APPROVAL OF CREDIT INSTITUTIONS

This title consists of three chapters deal successively with the approval, protection and withdrawal of approval of Credit Institutions.

1. APPROVAL

The Credit Institutions are required, before exercising their activity on national territory, to obtain approval of the Central Bank (Article 10).

Obtaining approval is subject to certain substantive conditions whose existence and the meeting are controlled by the Central Bank during the appraisal of the application for approval. These conditions are a legal and economic order.

A. Conditions Legal

Conditions Legal are threefold:

- the Credit Institution must be a legal person. Except for banks should be, in principle, established as company

par actions à responsabilité limitée, le législateur ne prescrit aucune forme sociale. Il laisse aux Autorités de contrôle le soin d'apprécier "l'adéquation de la forme juridique de l'entreprise à l'activité de l'Etablissement de Crédit" ;

- *l'Etablissement de Crédit doit justifier d'un capital minimum libéré déterminé par la Banque Centrale.*
- *les dirigeants de l'Etablissement de Crédit ne doivent pas être frappés par l'interdiction professionnelle prévue à l'article 15.*

b. Conditions d'ordre économique

Pendant l'instruction du dossier d'agrément, la Banque Centrale vérifie si l'implantation de l'Etablissement de Crédit répond à un besoin économique évident.

Elle s'assure de la sécurité de la clientèle en contrôlant l'adéquation des moyens techniques et financiers de l'Etablissement de Crédit à son programme d'activité.

Lorsqu'un Etablissement de Crédit agréé dans un pays étranger souhaite implanter une filiale en République Démocratique du Congo, la Banque Centrale consulte les Autorités de supervision du pays d'origine de cet Etablissement de Crédit en vue de s'assurer de la crédibilité des promoteurs pour éviter notamment l'introduction dans le circuit financier des capitaux d'origine criminelle (article 13).

2. PROTECTION

Le législateur réserve le monopole de la réalisation des opérations de banque aux seuls Etablissements de Crédit, de même qu'il instaure une protection contre l'usage abusif des termes banque, coopérative d'épargne et de crédit, caisse d'épargne, société financière, institution financière spécialisée.

Les articles 20 et 21 délimitent, toutefois, l'étendue des activités ainsi réservées aux Etablissements de Crédit.

3. RETRAIT D'AGREMENT

Le retrait d'agrément est prononcé par la Banque Centrale en vertu des pouvoirs administratifs et disciplinaires qu'elle exerce sur les Etablissements de Crédit (article 22).

Le retrait d'agrément entraîne la radiation de la liste des Etablissements de Crédit. La radiation emporte de plein droit dissolution de l'Etablissement de Crédit.

TITRE TROISIEME : REGLEMENTATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Bien qu'elle demeure soumise au droit commun, l'activité bancaire fait l'objet d'une réglementation propre justifiée par la nécessité du contrôle efficient des Etablissements de Crédit afin de justifier leur solvabilité et la sécurité de l'épargne du public, gage certain d'une croissance équilibrée de l'économie nationale.

joint stock with limited liability, the legislator does not prescribe any social form. It leaves the supervisory authorities the task of assessing "the adequacy of the legal form of the company to the activity of the Credit Institution"; - The Credit Institution must prove a minimum paid-up capital determined

by the Central Bank. - The leaders of the Credit Institution shall not be struck by the professional prohibition in Article 15.

b. Terms economic

During the investigation of the approval file, the Central Bank checks whether the implantation of the Credit Institution fills a clear economic need.

It ensures the safety of our customers by monitoring the adequacy of technical and financial resources of the Institution of credit to its program of activities.

When a credit institution authorized in a foreign country wants to establish a subsidiary in the Democratic Republic of Congo, the Central Bank consults with countries supervisory authorities Origin of the Credit Institution to ensure the credibility of promoters to avoid including the introduction into the financial system of criminal origin (Article 13).

2. PROTECTION

The legislature retains the monopoly of the achievement of banking operations to Credit Institutions only, as it establishes a protection against the misuse of the terms bank, savings and credit cooperative, savings bank, company financial, specialized financial institution.

Articles 20 and 21 delimit, however, the scope of the activities reserved for Credit Institutions.

3. WITHDRAWAL OF APPROVAL

Withdrawal of authorization is issued by the Central Bank under the administrative and disciplinary powers it exerts on Credit Institutions (Article 22).

The withdrawal of authorization entails the delisting of Establishments Credit. Radiation implies full dissolution of the Credit Institution.

THIRD REGULATION OF CREDIT INSTITUTIONS

Although still subject to ordinary law, banking activity is subject to specific regulation justified by the need of efficient control of Credit Institutions in order to justify their solvency and security of public savings, certain pledge of balanced growth of the national economy.

La nouvelle loi bancaire privilégie l'encadrement prudentiel des Etablissements de Crédit en vue de renforcer leur solidité et, partant, d'assurer la stabilité du système financier dans son ensemble.

Le législateur pose cependant les principes fondamentaux de cette réglementation prudentielle, laissant à la Banque Centrale le soin de régler, en tant que de besoin, les détails de procédure à l'appui d'un dispositif réglementaire approprié.

TITRE QUATRIEME : REGLES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Le législateur soumet les Etablissements de Crédit à des règles uniformes pour la tenue de leur comptabilité et l'établissement de leurs états financiers en vue d'assurer la transparence dans leur gestion et faciliter, en outre, le travail d'encadrement et de contrôle que doit effectuer l'Autorité de supervision.

Ainsi, les Etablissements de Crédit sont, par exemple, tenus de constituer une réserve légale dans les conditions et suivant les modalités fixées à l'article 31.

Le législateur reconnaît également à l'Autorité de contrôle le pouvoir de se faire communiquer toute information relative à l'organisation, au fonctionnement, à la situation et aux opérations d'un Etablissement de Crédit (article 34),

Tous les Etablissements de Crédit doivent terminer leur exercice social au 31 décembre. Ils sont tenus d'établir à cette date leurs tableaux de synthèse et les déposer, pour publication, avant le 15 juin de l'année qui suit.

TITRE CINQUIEME : ORGANES DE CONTROLE

Ce titre comprend deux chapitres :

- La Banque Centrale du Congo*
- Le Commissaire aux Comptes*

1. LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

Le législateur investit la Banque Centrale du Congo d'une mission générale de surveillance de tous les Etablissements de Crédit.

Dans ce cadre, elle surveille l'application de la réglementation au vu des documents périodiques établis par les Etablissements de Crédit, des rapports consécutifs aux enquêtes de l'inspection et des rapports des commissaires aux comptes.

Aussi, lorsque la Banque Centrale constate notamment qu'un Etablissement de Crédit ne fonctionne pas en conformité de la loi et des règlements pris pour son exécution, ou que son organisation administrative et comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves, elle peut, selon la gravité des faits, adresser une mise en garde aux dirigeants de cet Etablissement de Crédit ou leur délivrer une injonction à l'effet, notamment, de prendre, dans un délai déterminé, toutes mesures correctives appropriées.

The new banking law favors the prudential supervision of Credit Institutions for to enhance their strength and thereby ensure the stability of the financial system as a whole.

The legislator, however, establishes basic principles of the prudential regulation, leaving the central bank with the task of adjusting, as appropriate, details procedure in support of an appropriate dispositif régulier.

FOURTH RULES RELATING TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The legislator Credit Institutions subjected to uniform rules for the conduct of their accounting and preparation of financial statements in order to ensure transparency in their management and facilitate further the work of supervision and control to be performed by the Supervisory Authority.

Thus, the Credit Institutions are, for example, required to create a legal reserve in the conditions and the procedures laid down in Article 31.

The legislator also recognizes the authority to control to have communicated information on the organization, operation, condition and operations of a Credit Institution (Article 34)

All the Credit Institutions must end their financial year on 31 December. They are required to establish that date their summary tables and place for publication before 15 June of the year following-.

FIFTH TITLE: CONTROL BODIES

This title includes two chapters: The Central Bank of Congo - The Auditor

1. CENTRAL BANK OF CONGO

The legislator invests the Central Bank of Congo in general monitoring mission of all Credit Institutions.

In this context, it monitors the implementation of regulation in light of the periodic documents prepared by the Credit Institutions , consecutive reports investigations of the inspection and the auditors' reports.

Hence, when the Central Bank finds that a particular Credit Institution does not operate in accordance with the Act and the regulations adopted for its execution, or sound administrative and accounting procedures or internal control has serious shortcomings, it may, depending on the seriousness of the facts, address a warning to the leaders of the Credit Institution or issue them an order to the effect, in particular, take, within a specified period all appropriate corrective action.

La Banque Centrale peut également désigner un Représentant Provisoire auprès d'un Etablissement de Crédit ou nommer un Gérant Provisoire ou un Administrateur Provisoire à la tête de celui-ci, en cas de carence dans son administration ou sa gestion.

2. LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le législateur fait obligation à tout Etablissement de Crédit de désigner en qualité de Commissaire aux Comptes deux personnes physiques ou une personne morale parmi les commissaires aux comptes agréés par la Banque Centrale (article 50).

L'organe habilité à nommer les commissaires aux comptes est l'Assemblée Générale des actionnaires, associés ou sociétaires. A défaut pour l'Assemblée Générale d'accomplir cette obligation légale, la Banque Centrale peut procéder à une désignation d'office

Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour une durée de trois ans, renouvelable. La Banque Centrale surveille l'activité des commissaires aux comptes.

Les Commissaires aux Comptes ne peuvent garantir la bonne fin des émissions de titres dont sont chargés les Etablissements de Crédit auprès desquels ils exercent leurs fonctions (article 54).

TITRE SIXIEME : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La dissolution d'un Etablissement de Crédit peut être décidée par l'Assemblée Générale des actionnaires, associés ou sociétaires (dissolution volontaire) ou par la Banque Centrale (dissolution forcée). La dissolution est également dite forcée lorsqu'elle résulte d'une décision judiciaire (article 56).

L'Etablissement de Crédit dissous est réputé exister pour sa liquidation.

La liquidation d'un Etablissement de Crédit dissous par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires, associés ou sociétaires s'effectue conformément au droit commun (article 59).

Par ailleurs, la liquidation d'un Etablissement de Crédit étant une opération délicate susceptible de compromettre la paix sociale si les mesures nécessaires ne sont pas prises pour protéger l'épargne du public et éviter la perturbation de tout le système financier dans son ensemble notamment, par contagion, un renforcement du pouvoir de l'Autorité de supervision a été opéré par un accroissement de moyens légaux mis à sa disposition pour le recouvrement des créances de l'Etablissement de Crédit en liquidation.

Aussi, le législateur confire le privilège du Trésor aux créances des Etablissements de Crédit dont la dissolution forcée a été décidée par la Banque Centrale en vue de maximiser les chances des épargnants et des autres Etablissements de Crédit en relation d'affaire avec ceux-ci de rentrer dans leurs droits (article 69).

The Central Bank may also appoint a Provisional Representative to a Credit Institution or appoint an Interim Manager or a Provisional Administrator at the head of it, in case of deficiency in his administration or management.

2. THE AUDITOR

The law requires every credit institution to designate as Statutory Auditors of two natural persons or legal entities from the auditors authorized by the Central Bank (Article 50).

The body authorized to appoint Auditors is the General Meeting of shareholders, partners or members. Failing for the General Assembly to fulfill this legal obligation, the Central Bank may conduct an ex officio designation

The Auditors are appointed for a term of three years, renewable. The Central Bank monitors the activity of the Auditors

The Auditors can not guarantee the successful completion of the issue of securities which are loaded Credit Institutions with which they perform their duties (Article 54)

SIXTH DISSOLUTION AND LIQUIDATION

The dissolution of a Credit Institution may be decided by the General Meeting of shareholders, partners or members (voluntary dissolution) or by the Central Bank (involuntary dissolution). Dissolution is also called forced when it results from a court decision (article 56).

The dissolved Credit Institution is deemed to exist for its liquidation.

Liquidation of a Credit Institution dissolved by decision of the General Meeting of Shareholders , associates or members is done in accordance with common law (Article 59).

Furthermore, the liquidation of a Credit Institution is a delicate operation that could compromise social peace if the necessary measures are not taken to protect savings the public and prevent disruption of the financial system as a whole in particular, by contagion, a strengthening of the supervisory authority power was operated by increasing legal means at its disposal to debt recovery of Establishment of Credit in liquidation.

Also, legislators confire the receivables to Treasury privilege Credit Institutions whose forced dissolution was decided by the Central Bank in order to maximize the chances of savers and other Institutions of Credit Relationship deal with them to return to their duties (Article 69).

Les opérations de liquidation s'effectuent sous la supervision de la Banque Centrale. La clôture de la liquidation est publiée au Journal Officiel et dans au moins un des principaux organes de la presse nationale (article 72).

TITRE SEPTIEME : RELATIONS ENTRE LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LEUR CLIENTELE

Ce titre est subdivisé en trois chapitres dont les dispositions traduisent la volonté du législateur de protéger les dépôts de la clientèle des Etablissements de Crédit.

Les trois chapitres traitent respectivement du secret professionnel, du système de protection des dépôts et des mesures de prévention.

1. LE SECRET PROFESSIONNEL

La nouvelle loi bancaire met l'accent sur l'obligation du secret professionnel à charge de toute personne qui participe ou a participé à la gestion ou au contrôle d'un Etablissement de Crédit.

Le législateur a cependant apporté des limitations à cette obligation pénalement sanctionnée de ne pas révéler le secret professionnel.

Ainsi, le secret professionnel ne peut être opposé ni à la Banque Centrale, ni à l'Autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale (article 73).

2. SYSTEME DE PROTECTION DES DEPOTS

La nouvelle loi bancaire prévoit la mise en place d'un ou de plusieurs systèmes de protection de dépôts en vue de préserver l'intégrité du système financier lorsque la situation d'un Etablissement de Crédit en difficulté l'exige. L'objectif visé est de limiter la probabilité de retraits massifs (article 74).

3. MESURES DE PREVENTION

Les Etablissements de Crédit sont tenus de mettre en place des politiques et procédures appropriées notamment des critères stricts de connaissance de la clientèle en vue ci 'éviter qu'ils soient utilisés par des éléments criminels notamment, dans les opérations de blanchiment (article 75).

Par ailleurs, en vue de conférer à l'Autorité monétaire le pouvoir dissuasif et l'égard des opérateurs économiques délinquants, la nouvelle loi consacre la pratique de mise à l'index.

TITRE HUITIEME : SANCTIONS

A côté des sanctions pénales, la nouvelle Loi bancaire prévoit une batterie de sanctions disciplinaires pour contribuer à l'assainissement du système financier et à la sécurisation des épargnants.

The validation is carried out under the supervision of the Central Bank. The closure of the liquidation shall be published in the Official Gazette and in at least one of the principal organs of the national press (Article 72)TITLE:.

SEVENTH RELATIONSHIP BETWEEN CREDIT INSTITUTIONS AND CUSTOMERS

The title is divided into three chapters whose provisions reflect the legislature's intention to protect customer deposits Credit Institutions.

The three chapters respectively deal of professional secrecy, the deposit protection system and prevention measures.

1. PROFESSIONAL SECRECY

The new banking law emphasizes the obligation of professional secrecy to charge any person who participates or participated in the management or control of a Credit Institution.

However, the legislature made limitations to this punishable obligation not to disclose privileged.

Thus, professional secrecy can not be opposed either to the Central Bank, or to the judicial authority acting in the course of criminal proceedings (Article 73).

2. DEPOSIT PROTECTION SYSTEM

The new banking law provides for the establishment of one or more deposit protection systems in order to preserve the integrity of the financial system when the situation of a credit institution in difficulty requires. The aim is to limit the probability of bank runs (Article 74).

3. PREVENTION MEASURES

The Credit Institutions are required to put in place appropriate policies and procedures, including strict criteria of customer knowledge for it prevent them from being used by criminal elements in particular in money laundering transactions (Article . 75)

In addition, in order to give the Monetary Authority el deterrent against offenders economic operators, the new law provides blacklisting practiceTITLE:.

EIGHTH PENALTIES

Beside criminal sanctions, the new Banking Act provides a battery of disciplinary sanctions tions to contribute to the stabilization of the financial system and the security of savers.

Dans le cadre de sa fonction juridictionnelle, la Banque Centrale peut être appelée à siéger en qualité de juridiction d'ordre administratif selon des règles de procédure très strictes.

Lorsqu'une infraction a été relevée à charge d'un Etablissement de Crédit, la Banque Centrale peut, après en avoir délibéré, rendre une décision de classement sans suite ou prononcer une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 77, qui vont de l'avertissement au retrait d'agrément.

En outre, la Banque Centrale peut infliger, en sus de ces sanctions, des amendes administratives auxquelles est astreint l'Etablissement de Crédit (article 79).

Par ailleurs, la Banque Centrale peut intervenir à tous les stades de la procédure et se constituer partie civile (article 83).

La nouvelle Loi bancaire apporte une autre innovation en ce que l'autorité de contrôle n'a plus le monopole du déclenchement des poursuites. La mise en œuvre de celle-ci est désormais soumise au droit commun.

TITRE NEUVIEME : ORGANISATION DE LA PROFESSION

Le législateur oblige tout Etablissement de Crédit à adhérer à l'Association professionnelle des établissements de la catégorie dont il relève.

L'association professionnelle a notamment pour objet de représenter les intérêts collectifs de ses membres auprès des Pouvoirs Publics et d'organiser des services d'intérêt commun.

TITRE DIXIEME: DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Au plan des dispositions transitoires et finales, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Un délai d'une année est cependant accordé aux banques, coopératives d'épargne et crédit ainsi qu'aux institutions financières agréées sous l'empire de l'Ordonnance-Loi n° 72/004 du 14 janvier 1972 relative à la protection de l'épargne et au contrôle des intermédiaires financiers, pour se conformer aux dispositions de la nouvelle loi bancaire.

LOI

L'assemblée Constituante et Législative, Parlement de Transition a adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

As part of its judicial function, the Central Bank may be called upon to sit as court housekeeping with the strict rules of procedure.

When an offense has been raised to load a Credit Institution, the Central Bank may, after deliberation, make a decision to impose a no action or disciplinary sanctions under Article 77, which range from a warning to the withdrawal of approval.

In addition, the Central Bank may impose in addition to those sanctions, administrative fines to which is constrained the Credit Institution (Article 79).

Furthermore, the Central Bank may intervene at all stages of the proceedings and a civil action (Article 83).

The new Banking Act brings another innovation in that the supervisory authority no longer has the monopoly of triggering prosecution. The implementation of it is now subject to the ordinary lawTITLE.

NINTH ORGANISATION OF THE PROFESSION

The law requires every credit institution to join the professional association of institutions of the category to which it belongsassociation.

The professional particular to represent the collective interests of its members to the Public Authorities and organize public interest servicesTITLE:.

TENTH TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

In terms of transitional and final provisions, all previous provisions contrary to this Law are repealed.

A delay of one year is however granted to banks, savings and credit cooperatives and financial institutions licensed under the rule of Law No. Ordonnance- 72/004 of 14 January 1972 on the . savings protection and control of financial intermediaries to comply with the provisions of the new banking law

LAW

Constituent and Legislative Assembly, Transitional Parliament has adopted; The President of the Republic promulgates the law which reads as follows:

**TITRE PREMIER :
CHAMP D'APPLICATION ET
GENERALITES**

**CHAPITRE I^{er} : CHAMP
D'APPLICATION**

Article 1 :

Les Etablissements de Crédit visés par la présente Loi sont des personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle des opérations de banque.

Les opérations de banque comprennent :

- la réception et la collecte des fonds du public ;
- les opérations de crédit ;
- les opérations de paiement et la gestion des moyennes de paiement.

Article 2 :

La présente Loi s'applique aux Etablissements de Crédit, quelle que soit leur forme juridique, qui exercent l'une ou l'autre des activités énoncées à l'article 1er à titre de profession habituelle.

Elle distingue cinq catégories d'Etablissements de Crédit auxquelles s'appliquent des réglementations spécifiques, à savoir :

- 1° les banques ;
- 2° les coopératives d'épargne et de crédit ;
- 3° les caisses d'épargne ;
- 4° les institutions financières spécialisées ;
- 5° les sociétés financières.

Article 3 :

Les banques sont les seules Etablissements de Crédit habilités à la fois et d'une façon générale, à recevoir du public des fonds à vue, à terme fixe

ou avec préavis et à effectuer toutes les autres opérations de banque.

Les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que les caisses d'épargne peuvent, dans les limites des textes législatifs et réglementaires qui les régissent, traiter les publics des fonds à vue, à terme fixe ou avec préavis.

Les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ne peuvent recevoir du public des fonds à vue ou à moins d'un an que si elles y sont autorisées à titre accessoire dans les conditions définies par la Banque Centrale.

Les sociétés financières ne peuvent effectuer que les opérations de banque résultant soit de la décision d'agrément qui les concerne, soit des dispositions légales et réglementaires qui leur sont propres.

Les institutions financières spécialisées sont des Etablissements de Crédit auxquels l'Etat a confié une mission d'intérêt public. Elles ne peuvent effectuer d'autres opérations de banque que celles afférentes à leur mission, sauf à titre accessoire.

Article 4 :

La présente Loi n'est pas applicable :

- à la Banque Centrale ;
- au Trésor ;
- aux services des Comptes Chèques Postaux, sous réserve des dispositions des articles 34 et 35.

Article 5 :

Ne sont pas Etablissements de Crédit :

- les entreprises d'assurance ;
- les organismes de retraite ;
- les agents et / ou bureaux de change ;

CHAPTER I: SCOPE

Article 1:

The Credit Institutions covered by this Act are legal entities that perform as . regular businessbanking bankoperations include:

- the receipt and collection offunds;
- public - Credit operations; - Payment operations and managementof the means of payment2.

Article

This Act applies to Credit Institutions, whatever their legal form, engaged in one or other of the activities set out in Article . 1 as a regular occupation

It distinguishes five categories of Credit Institutions which are subject to specific regulations, namely: 1. banks; 2. cooperative savings and credit; 3. Savings Banks; 4. specialized financial institutions; 5. financial companies.

Article 3:

The banks are the only Credit Institutions authorized at a time and in general, to receive funds from the public sight, fixed term

or with notice and perform all other operations bank.

The savings and credit cooperatives and savings banks may, within the laws and regulations that govern them, treat public funds at sight, fixed term or notice.

Financial firms and specialized financial institutions can not receive public funds for or within one year if they are authorized to be ancillary to the conditions set by the Central Bank.

The financial companies may carry out the banking operations resulting either from the approval decision concerning either the legal and regulatory provisions that are unique to them.

The specialized financial institutions Credit Institutions to which the State has entrusted a public interest mission. They can not perform other banking operations than those relating to their mission, except ancillary-.

Article 4:

The present Act does not apply to:

To the Central Bank; - The Treasury; - Services Postal Cheque Accounts, subject to the provisions of Articles 34 and 35.

Article 5:

Not Establishments of Credit:

- insurance companies; - Pension funds; - Agents and / or exchange offices;

- les loteries et les entreprises de collecte dans des buts sociaux qui sont sujettes à l'autorisation préalable des autorités publiques ;
- les messageries financières ;

Toutefois, les entreprises, organismes et personnes visés au présent article sont tenus dans l'exercice de leurs activités de transmettre, à toute réquisition de la Banque Centrale, les documents et renseignements prévus à l'article 34.

CHAPITRE 2 : GENERALITES

Article 6 :

Sont considérés comme fonds reçus du public, les fonds qu'une personne recueille d'un tiers, notamment sous forme de dépôt, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, mais à charge pour elle de les restituer.

Toutefois, ne sont pas considérés comme fonds reçus du public :

1. les fonds reçus ou laissés en cote par les associés en nom ou les commanditaires d'une société des personnes, les associés ou actionnaires détenant au moins 5 pour 100 du capital social, les administrateurs, les membres du comité de gestion et du conseil de surveillance ou les gérants ainsi que les fonds provenant de prêts participatifs ;
2. les fonds qu'une entreprise reçoit de ses salariés sous réserve que le montant n'excède pas 10 pourcent de ses capitaux propres. Pour l'appréciation de ce seuil, il n'est pas tenu compte des fonds reçus des salariés en vertu des dispositions légales particulières.

Article 7 :

Constitue une opération de crédit, tout acte par lequel une personne agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, ans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie.

Sont assimilés à des opérations de crédit-bail et, de manière générale, toute opération de location assortie d'une option d'achat.

Article 8 :

Sont considérés comme moyens de paiement, tous les instruments qui, quel que soit le support ou le procédé technique utilisé, permettent à toute personne de transférer des fonds.

Article 9 :

Les Etablissements de Crédit peuvent aussi effectuer les opérations connexes à leurs activités telles que :

1. les opérations de change ;
2. les opérations sur or, métaux précieux et pièces ;
3. le placement, l'achat, la gestion, la garde et la vente des valeurs mobilières et de tout produit financier ;
4. les prises de participation dans les limites fixées par la Banque Centrale ;
5. le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ;
6. le conseil et l'assistance en matière de gestion financière, l'ingénierie et d'une manière générale tous les services destinés à faciliter la création et le développement des entreprises, sous réserve des dispositions relatives à l'exercice illégal de certaines professions ;

- lotteries and companies

collection in the social goals that are subject to the prior authorization of the public authorities; - Financial messaging;

however, companies, organizations and individuals referred to in this Article shall in the exercise of their activities to pass, whenever required by the Central Bank, the documents and information provided for in Article 34.

CHAPTER 2 : GENERAL

Article 6

shall be considered as funds received from the public, funds a person accepts from a third party, such as a deposit, with the right to dispose of his own account, but with the order of the public.

return, however, are not considered as funds received from the

1. funds received or retained

by the partners in Coptic name or sponsors of a society of individuals, partners or shareholders holding at least 5 per 100 of the capital, the directors, the members of the management committee and of the supervisory board or managers and the funds from equity loans; 2. funds that a company receives from its employees provided the amount does not exceed 10 percent of its equity. To assess this threshold, it is not given the funds received from the employees under special legal provisions.

Article 7:

Forms a credit transaction, any act by which a person acting for consideration or makes promises make funds available to another person or takes years for the benefit of the latter, by signing a commitment such as a downstream, a bond or guarantee.

Are assimilated to leasing operations and, in general, any rental operation with a purchase option⁸:

Article

are considered as ways of payment, all the instruments, regardless of the medium or technical procedure used, enable any person to transfer Funds⁹.

Article

The Credit Institutions may also carry out transactions related to their activities such as:

1. foreign exchange; 2. transactions in gold, metals

precious and coins; 3. placement, purchase, management, custody and sale of securities and any financial product; 4. equity investments within the limits set by the Central Bank; 5. consulting and wealth management-related assistance; 6. advice and assistance

in financial management, engineering and in general all services to facilitate the creation and development of enterprises, subject to the provisions relating to the illegal exercise of certain professions

7. les opérations de location simple de biens mobiliers ou immobiliers pour les entreprises habilitées à effectuer des opérations de crédit-bail.

**TITRE DEUXIEME :
AGREMENT, PROTECTION ET
RETRAIT D'AGREMENT DES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

CHAPITRE 1^{er} : AGREMENT

Article 10 :

Les Etablissements de Crédit visés par la présente Loi doivent, avant d'exercer leur activité sur le territoire national, obtenir l'agrément de la Banque Centrale.

Cet agrément est subordonné aux conditions contenues aux articles 11 à 16.

Article 11 :

Etablissements de Crédit sont obligatoirement constitués sous la forme d'une personne morale.

Sous réserve des dispositions légales spécifiques, les banques doivent être constituées sous la forme de société par actions à responsabilité limitée.

Les Etablissements de Crédit doivent :

- justifier d'un capital minimum libéré, déterminé par la Banque Centrale ;
- répondre à un besoin économique local ou général.

Article 12 :

La demande d'agrément est introduite auprès de la Banque Centrale.

Elle doit comprendre :

- un exemplaire original des statuts rédigés en français ;

- la liste des actionnaires et dirigeants ;
- les prévisions d'activités, d'implantation et d'organisation ;
- le détail des moyens techniques et financiers que l'Etablissement de Crédit entend mettre en oeuvre ;
- tous les autres éléments susceptibles d'éclairer la décision de la Banque Centrale.

La Banque vérifie la conformité de la demande aux exigences de la présente Loi.

Elle apprécie l'aptitude de l'Etablissement de Crédit à réaliser ses objectifs de développement dans les conditions que requièrent le bon fonctionnement du système bancaire et la sécurité des déposants.

Dans le processus d'examen de la demande d'agrément, la Banque Centrale est habilitée à recueillir tout renseignement jugé utile à l'instruction de la demande.

Article 13 :

Lorsque l'agrément est sollicité par un Etablissement de Crédit qui est une filiale d'un Etablissement de Crédit agréé dans un pays étranger, la Banque Centrale consulte, avant d'accorder l'agrément, les Autorités de supervision bancaire du pays d'origine en vue de s'assurer notamment de la crédibilité de cet Etablissement de Crédit.

Article 14 :

La gestion courante des Etablissements de Crédit doit être confiée à deux personnes physiques au moins, justifiant de l'honorabilité, de la compétence et de l'expérience professionnelle nécessaire à l'exercice de cette fonction.

7 the operating leases

of movable or immovable property to companies authorized to carry out leasing operationTITLE:.

SECOND APPROVAL PROTECTION AND WITHDRAWAL OF APPROVAL OF CREDIT INSTITUTIONS

CHAPTER 1: APPROVAL

Article 10

The Credit Institutions referred by this Act shall, before exercising their activity on national territory, to be approved by the Central Bank11:.

Such approval is subject to the conditions contained in Articles 11 to 16.

Article

Credit Institutions are necessarily made under the . as a legal entity

subject to the specific legal provisions, banks must be constituted in the form of limited liability company shares-.

The Credit Institutions must: prove a minimum

paid-up capital,determined by the Central Bank ; . - Answer a general or local economic needs

Article 12:

The application for approval shall be submitted to the Central Bankmanagement;.

It must include:

- an original copy of the

articles written in French;

- the list of shareholders and

- Forecasts of activities,

- implementation and organization; - Details of the technical and financial means that the credit institution intends to implement; All the other elements

- ..that can inform the decision of the Central

Bank,the Bank verifies compliance with the requirements of the application of this and

Actappreciates the ability of the Credit Institution to achieve its development objectives in . conditions require the proper functioning of the banking system and the safety of depositors

In the process of examination of the application for approval, the Central Bank is authorized to collect any information deemed useful to the examination of the application13:.

Article

When authorization is requested by a credit institution which is a subsidiary of a credit institution authorized in a foreign country, the Central Bank shall consult before granting approval, the banking supervisory authorities of the country of origin to ensure in particular the credibility of the Credit Institution.

Article 14:

The daily management of Credit Institutions must be performed at least two physical persons, justifying reputation, expertise and experience necessary for professional work experience necessary to perform this function.